

Faculté d'Economie et de Gestion de Béni Mellal
Formation doctorale : Sciences Economiques et de Gestion

AVIS DE SOUTENANCE D'UNE THESE DE DOCTORAT

Le Doyen par intérim de la Faculté d'Economie et de Gestion de Béni Mellal porte à la connaissance du public que **Monsieur Mohamed EL MOUKHTAR** soutiendra une thèse de Doctorat en « Sciences Economiques et Gestion » intitulée :

***VERS UNE CONTRIBUTION EFFECTIVE DE L'ECONOMIE VERTE AU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DURABLE DU MAROC***

La soutenance publique aura lieu **le lundi 06 juillet 2026 à 11h00 à la Faculté d'Economie et de Gestion de Béni Mellal** de l'Université Sultan Moulay Slimane, devant le jury composé de :

Présidente	Manal EL ABOUBI	Professeure de l'Enseignement Supérieur, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Agdal - Rabat, Université Mohammed V
Rapporteur	Hamid AKDIM	Maître de Conférences Habilité, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - Fès, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah
Rapporteur	Adil CHERKAOUI	Maître de Conférences Habilité, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Aïn Chock - Casablanca, Université Hassan II
Rapporteur	Hicham EL YOUSFI	Maître de Conférences Habilité, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi - Rabat, Université Mohammed V
Examineur	Tarik CHAROUK	Maître de Conférences Habilité, Faculté d'Économie et de Gestion - Béni Mellal, Université Sultan Moulay Slimane
Directrice de thèse	Fatima TOUHAMI	Professeur de l'Enseignement Supérieur, Faculté d'Économie et de Gestion - Béni Mellal Université Sultan Moulay Slimane



Pour le Doyen et P.O
Vice-Doyen chargé de la
Recherche Scientifique
et de la Coopération

Pr. Abdelhadi DARKAOUI

Résumé

La présente thèse porte sur la contribution effective de l'économie verte au développement économique durable du Maroc. Elle s'inscrit dans un contexte international marqué par l'intensification des dérèglements climatiques, la montée des vulnérabilités socio-économiques, la raréfaction croissante des ressources naturelles et l'affirmation progressive de l'agenda mondial de décarbonation. Dans ce cadre, l'économie verte s'est imposée comme un référentiel central des politiques contemporaines de transition, en associant croissance, efficacité des ressources, réduction des émissions et préservation du capital naturel. Toutefois, si ce référentiel bénéficie aujourd'hui d'une forte diffusion institutionnelle, sa portée effective reste l'objet de débats théoriques et empiriques, notamment dans les économies émergentes confrontées à des contraintes structurelles fortes. C'est précisément dans cette tension entre ambition politique, impératifs environnementaux et conditions réelles de transformation que se situe la présente recherche.

Dans le cas marocain, cette problématique revêt une importance particulière. Le Royaume présente en effet un profil singulier, caractérisé à la fois par une forte dépendance énergétique extérieure, une vulnérabilité élevée aux effets du changement climatique, un stress croissant sur les ressources hydriques, ainsi qu'un engagement politique précoce en faveur de la transition énergétique et du développement durable. Depuis les années 2000, et plus encore depuis la Stratégie Énergétique Nationale lancée en 2009, le Maroc a entrepris une reconfiguration progressive de son modèle énergétique, fondée sur le développement des énergies renouvelables, la montée en puissance de l'efficacité énergétique, l'évolution du cadre institutionnel et l'intégration croissante des enjeux climatiques dans l'action publique. Cette dynamique s'est consolidée à travers plusieurs jalons majeurs, parmi lesquels la réforme du cadre réglementaire, la création d'institutions spécialisées, l'actualisation des engagements climatiques, ainsi que l'inscription de la durabilité dans les orientations du Nouveau Modèle de Développement.

Cependant, l'existence d'une stratégie volontariste et de progrès visibles dans le secteur énergétique ne suffit pas, à elle seule, à établir qu'une économie verte produit effectivement une transformation structurelle du modèle de croissance. C'est pourquoi cette thèse se donne pour objectif central d'évaluer, de manière critique et intégrée, dans quelle mesure l'économie verte, telle qu'opérationnalisée au Maroc à travers la transition énergétique et les politiques publiques associées, contribue réellement au développement économique durable. L'enjeu n'est donc pas seulement de décrire les politiques engagées ni de souligner les performances affichées, mais bien d'apprécier leur portée effective à travers une analyse articulant fondements théoriques, cohérence institutionnelle, dynamique des acteurs, validation empirique du nexus croissance-énergie-environnement, et mesure de la performance environnementale. L'hypothèse générale qui structure ce travail est que, malgré des avancées réelles, le modèle marocain d'économie verte demeure structurellement incomplet, dans la mesure où il reste principalement centré sur le verdissement du système électrique, sans

transformation suffisamment profonde des usages finaux, des secteurs à forte intensité carbone et des mécanismes de gouvernance de la transition.

Sur le plan théorique, la thèse s'appuie sur les grands débats relatifs aux relations entre croissance économique et environnement, aux notions de découplage, de soutenabilité faible et forte, ainsi qu'aux controverses entourant la possibilité d'une croissance verte véritablement transformative. Elle montre que l'économie verte ne peut être appréhendée comme une simple extension technique du modèle existant, mais qu'elle renvoie à une interrogation plus fondamentale sur la capacité des économies à concilier production de richesse, justice sociale et maintien des équilibres écologiques. Cette réflexion est prolongée par une mise en perspective critique du cas marocain, afin de déterminer si la trajectoire observée relève d'une transformation structurelle effective ou d'une modernisation énergétique partielle à portée limitée.

La démarche méthodologique adoptée repose sur une architecture de recherche intégrée, organisée en quatre volets complémentaires. Le premier établit le socle théorique et conceptuel de l'économie verte. Le deuxième analyse les politiques de transition mises en œuvre au Maroc, leurs fondements, leurs instruments et leurs limites. Le troisième développe une analyse contextuelle de la transition à travers une double entrée. D'une part, une exploration bibliométrique de la production scientifique sur le lien entre croissance économique et soutenabilité environnementale au Maroc. D'autre part, une lecture stratégique de la gouvernance de la transition énergétique mobilisant l'approche MACTOR afin d'identifier les acteurs clés, leurs rapports de force, leurs convergences et leurs divergences. Le quatrième volet constitue le cœur empirique du travail : il combine une analyse économétrique du nexus croissance-énergie-environnement à partir des modèles ARDL-ECM, DOLS et FMOLS, dans le cadre de la courbe environnementale de Kuznets, avec une évaluation de la croissance verte et de l'efficacité environnementale fondée sur les méthodes TOPSIS et DEA-SBM. Cette pluralité d'outils méthodologiques permet de croiser les niveaux d'analyse et de produire une lecture à la fois causale, évaluative et critique de la trajectoire marocaine.

Les résultats obtenus montrent, en premier lieu, que le Maroc a effectivement engagé une trajectoire de transition verte. Celle-ci se traduit par une diversification progressive du mix énergétique, par l'affirmation d'un cadre institutionnel de plus en plus structurer et par l'amélioration de plusieurs indicateurs associés à la transition énergétique et à la performance environnementale. L'étude met également en évidence le rôle moteur de certains acteurs institutionnels et financiers dans la structuration du policy mix, notamment autour des enjeux d'investissement, de financement et de pilotage stratégique. De même, l'analyse bibliométrique révèle une consolidation progressive du champ scientifique consacré au lien entre croissance économique, énergie et soutenabilité environnementale dans le contexte marocain, confirmant l'intérêt croissant porté à ces questions dans le débat académique national.

En deuxième lieu, l'analyse économétrique met en évidence l'existence d'une relation de long terme entre croissance économique, consommation d'énergie et émissions de CO₂ au Maroc. Les résultats confirment une dynamique compatible avec l'hypothèse de la courbe environnementale de Kuznets, mais ils montrent également que le découplage observé

transformation suffisamment profonde des usages finaux, des secteurs à forte intensité carbone et des mécanismes de gouvernance de la transition.

Sur le plan théorique, la thèse s'appuie sur les grands débats relatifs aux relations entre croissance économique et environnement, aux notions de découplage, de soutenabilité faible et forte, ainsi qu'aux controverses entourant la possibilité d'une croissance verte véritablement transformative. Elle montre que l'économie verte ne peut être appréhendée comme une simple extension technique du modèle existant, mais qu'elle renvoie à une interrogation plus fondamentale sur la capacité des économies à concilier production de richesse, justice sociale et maintien des équilibres écologiques. Cette réflexion est prolongée par une mise en perspective critique du cas marocain, afin de déterminer si la trajectoire observée relève d'une transformation structurelle effective ou d'une modernisation énergétique partielle à portée limitée.

La démarche méthodologique adoptée repose sur une architecture de recherche intégrée, organisée en quatre volets complémentaires. Le premier établit le socle théorique et conceptuel de l'économie verte. Le deuxième analyse les politiques de transition mises en œuvre au Maroc, leurs fondements, leurs instruments et leurs limites. Le troisième développe une analyse contextuelle de la transition à travers une double entrée. D'une part, une exploration bibliométrique de la production scientifique sur le lien entre croissance économique et soutenabilité environnementale au Maroc. D'autre part, une lecture stratégique de la gouvernance de la transition énergétique mobilisant l'approche MACTOR afin d'identifier les acteurs clés, leurs rapports de force, leurs convergences et leurs divergences. Le quatrième volet constitue le cœur empirique du travail : il combine une analyse économétrique du nexus croissance-énergie-environnement à partir des modèles ARDL-ECM, DOLS et FMOLS, dans le cadre de la courbe environnementale de Kuznets, avec une évaluation de la croissance verte et de l'efficacité environnementale fondée sur les méthodes TOPSIS et DEA-SBM. Cette pluralité d'outils méthodologiques permet de croiser les niveaux d'analyse et de produire une lecture à la fois causale, évaluative et critique de la trajectoire marocaine.

Les résultats obtenus montrent, en premier lieu, que le Maroc a effectivement engagé une trajectoire de transition verte. Celle-ci se traduit par une diversification progressive du mix énergétique, par l'affirmation d'un cadre institutionnel de plus en plus structuré et par l'amélioration de plusieurs indicateurs associés à la transition énergétique et à la performance environnementale. L'étude met également en évidence le rôle moteur de certains acteurs institutionnels et financiers dans la structuration du policy mix, notamment autour des enjeux d'investissement, de financement et de pilotage stratégique. De même, l'analyse bibliométrique révèle une consolidation progressive du champ scientifique consacré au lien entre croissance économique, énergie et soutenabilité environnementale dans le contexte marocain, confirmant l'intérêt croissant porté à ces questions dans le débat académique national.

En deuxième lieu, l'analyse économétrique met en évidence l'existence d'une relation de long terme entre croissance économique, consommation d'énergie et émissions de CO₂ au Maroc. Les résultats confirment une dynamique compatible avec l'hypothèse de la courbe environnementale de Kuznets, mais ils montrent également que le découplage observé

demeure principalement relatif. Autrement dit, la croissance économique marocaine s'accompagne d'une amélioration partielle de certains indicateurs environnementaux, sans pour autant traduire une rupture suffisamment nette avec les pressions exercées sur l'environnement. Les tests de causalité de Granger indiquent notamment que la croissance économique précède la consommation d'énergie et les émissions de CO₂, tandis que la consommation d'énergie précède les émissions. Ces résultats suggèrent que la transition vers une croissance plus verte suppose non seulement une réduction des émissions par unité d'énergie grâce au développement des renouvelables, mais aussi une amélioration plus ambitieuse de l'efficacité énergétique à l'échelle de l'économie.

En troisième lieu, l'évaluation multicritère et l'analyse d'efficacité montrent une amélioration de la croissance verte et de l'efficacité environnementale au cours de la période étudiée, sans que ces progrès atteignent un niveau permettant de conclure à une transition pleinement aboutie. Le diagnostic d'ensemble qui se dégage de la thèse est donc nuancé : le Maroc a incontestablement engagé une transition réelle, mais cette transition reste structurellement partielle. Elle demeure fortement concentrée sur le secteur de l'électricité, alors même que les secteurs du transport, de l'industrie, du bâtiment et des usages finaux continuent d'exercer une pression considérable sur la trajectoire environnementale nationale. L'un des apports majeurs de cette recherche consiste ainsi à montrer que les limites du modèle marocain tiennent moins à une absence d'ambition stratégique qu'à une cohérence encore incomplète du policy mix, à une fragmentation institutionnelle persistante et à une diffusion insuffisante de la décarbonation hors du noyau électrique.

Cette thèse propose une lecture intégrée, critique et empiriquement fondée de la transition verte au Maroc. Elle montre que l'économie verte peut constituer un levier réel de transformation, mais que sa contribution au développement économique durable dépend de conditions exigeantes : cohérence des politiques publiques, élargissement sectoriel de la décarbonation, consolidation des mécanismes de gouvernance, mobilisation du financement vert, et amélioration des instruments de mesure de la performance environnementale. Par son positionnement analytique, elle contribue à la littérature sur la croissance verte dans les pays du Sud, tout en apportant des enseignements utiles à l'action publique marocaine. Elle invite ainsi à dépasser les lectures purement déclaratives de la transition, pour interroger la profondeur réelle des transformations en cours et les conditions institutionnelles, économiques et sociales d'une trajectoire de développement durable crédible.

Mots-clés : Économie verte ; croissance verte ; transition énergétique ; développement économique durable ; découplage relatif ; efficacité environnementale ; courbe environnementale de Kuznets (CEK) ; Maroc.